

# SOLIDAIRES 06



## BULLETIN SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES N°2 POINT D'ETAPE : Conjoncture et questionnements



Depuis 2002, la DGFIP a subi **30 000 suppressions d'emplois et 1 988 cette année** encore, dont **44 EMPLOIS dans les A.M.**, chiffre auquel il faut ajouter les **emplois vacants** faute de demandeurs.

Notre si belle région ne serait-elle pas attractive ?



Pourquoi ?



La cherté de la vie serait l'une des raisons, mais cela n'implique pas l'obtention d'une indemnité de résidence comme instaurée pour les agents de l'ILE DE FRANCE, de MARSEILLE et de TOULON.

Le dossier est à l'étude, cela fait des années «*qu'on l'étudie*», alors... !!!!!

Malgré les suppressions d'emplois et la réduction des budgets de fonctionnement, la D.G. continue à réformer ses missions, sans réaliser aucun bilan d'étape.

Elle ne tient pas compte de l'exaspération et du mal-être des agents face à la dégradation de leurs conditions de travail.

L'administration reste dans le déni et la non reconnaissance des accidents, incidents, agressions et suicides.

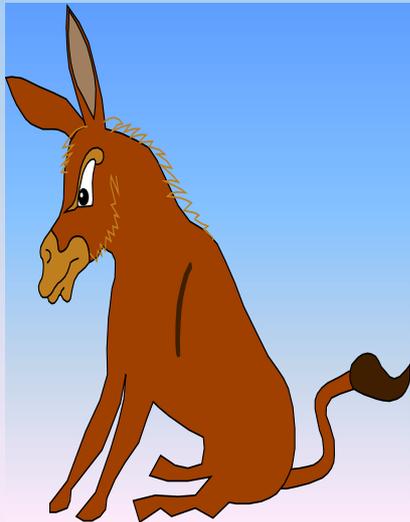
Cependant la DDFIP est à l'écoute, mais il est à déplorer que ce soient les agents des AM qui refusent de remplir la fiche de signalement préférant taire les agressions subies par les contribuables. *Le «ras-le-bol» fiscal s'aggrave avec :*

- *Des impôts mal répartis et en hausse significative,*
- *Les reculs du gouvernement sur certains projets comme l'abandon du projet de taxe sur l'excédent brut d'exploitation face à l'opposition du MEDEF,*
- *Le nouvel allègement des cotisations sociales patronales pour un montant de 30 milliards d'Euros via le «pacte de responsabilité» avec la création d'un Conseil Stratégique de la Dépense pour contrôler.*

- *Le crédit d'impôt «compétitivité-emploi» - d'un montant de 10 milliards d'Euros en 2014 et de 20 milliards d'Euros en 2015 - avec l'assurance du gouvernement qu'il n'y aura pas de contrôle fiscal.*
- *la fraude fiscale continue d'augmenter... - entre 60 à 80 milliards d'Euros -.*

**Vive un gouvernement qui aide les patrons et qui paupérise la classe moyenne !**

Les agents de la DGFIP ne sont pas épargnés, ils subissent depuis 2004 le gel de l'indice des salaires, et un ministre provocateur propose le blocage des avancements d'échelon et le gel des promotions intra-catégorielles. Malgré un rapide démenti gouvernemental... **Vive les économies de «bout-de-chandelle » ! ...**



**De plus, le statut des fonctionnaires, jugé privilégié, serait remis en cause, lorsque l'on lit le rapport de Bernard PECHEUR, qui préconise entre autre la mobilité forcée, et bien d'autres douceurs...**

***Vive la mobilité !***

## **RESULTATS DU BAROMETRE SOCIAL FAIT PAR IPSOS.**

- 54% des agents ont répondu,
- 71 à 79% sont attachés à leur métier et au service public,
- 59% ont le sentiment de travailler dans l'urgence,
- 66% considèrent que l'administration n'accorde pas une place suffisante à leurs conditions de travail,



**Leurs attentes d'amélioration visent en priorité : la rémunération, les conditions de travail, l'organisation et les méthodes de travail, la reconnaissance.**

## LES TRESORERIES

Le grand projet présidentiel de réforme de l'administration territoriale, peut être présenté comme un processus de dynamitage de l'organisation administrative française.

Adieu Commune, Département, (Etat ?) remplacés par des territoires, des communautés de pays, des métropoles (voir les projets du Grand Paris), des régions...

Inutile de préciser que la DGFIP, dernière administration à réseau départemental risque d'en être très fortement impactée ...

1120 **suppressions de trésoreries** sont intervenues de 2000 à 2011, engendrant de véritables déserts administratifs en zone rurale.

Le maintien des collectivités territoriales est la seule arme efficace permettant de lutter contre la désertification administrative et économique. Or, le développement des métropoles et des «supra-régions» va accélérer le processus de «mort annoncée» des zones rurales.

La DGFIP l'a déjà amorcé, en renonçant à participer au «salon des maires », ouvrant la porte à des concurrents privés prêts à s'y engouffrer en toute hâte !...

La Direction des Alpes Maritimes envisage dans son projet de démarche stratégique de supprimer certaines de nos petites trésoreries.



## LE DOMAINE

Les collègues «évaluateurs» du Domaine sont aujourd'hui contraints de réaliser leur travail d'estimation des biens immobiliers de l'Etat, en présence d'employés d'un établissement bancaire privé - **la BNP** –

Cette dernière, symbole emblématique des dérives des marchés financiers, intéressée en tant qu'investisseur immobilier, connue comme étant l'une des banques françaises qui implante le plus de filiales dans des «zones de non-droit fiscal», qualifiés à tort de «paradis fiscaux», n'est pas de nature à éloigner les soupçons de partialité !



**Tout n'est pas fatalité !  
Cela tient d'un choix politique d'un président qui  
s'était engagé, alors candidat à la plus noble  
fonction démocratique, à bien d'autres  
promesses de changements sociétaux et  
économiques.**

La généralisation des **SIP** à peine terminée, les réformes ne s'arrêtent pas pour autant :

- en perspective, le développement de l'e-administration - accueil dématérialisé et bornes électroniques -.
- La numérisation des déclarations d'impôts - **généralisation prévue en 2015** -, pose la question de «l'externalisation» et la remise en cause de la technicité **des agents des Finances Publiques**.

**La fusion des SIP** installés à la même résidence va être facilitée et favorisera la mise en place de plateaux téléphoniques départementaux... Comme les suppressions d'emplois !

### LES SIP/ CDIF

La reprise des rapprochements **SIP/CDIF** est prévue - sous la forme annoncée de cellules foncières au sein des SIP.

### LES SIE

- ▶ Les charges de travail des agents **des SIE** se sont accumulées en terme de poly-compétence fiscale, comptable, hélas, sans véritable pilotage ni soutien technique,
- ▶ L'extension des télé-procédures et son florilège de «bugg», couronnés dernièrement par la mise à disposition de postes informatiques à destination des professionnels, ont dégradé la réalisation des missions et des conditions de travail.

### LE PRS

- ▶ Le **P.R.S.** devient le «**super poste comptable**» du recouvrement forcé, avec de moins en moins d'agent de plus en plus de mission à accomplir.....polyvalent mais mono payé

Une cellule gérant les procédures collectives lui sera ajoutée au 1<sup>er</sup> septembre 2014.  
La création de P.R.S. *régionaux* est à craindre à terme.



### L'ACCUEIL

**Le projet d'ouverture de l'accueil pendant la pause méridienne impacte les SIP, les SIE et les SPF et les CDIF de façon beaucoup plus grave que présenté initialement par la DDFIP, Nous vous avons envoyé un mail sur ce sujet pour recenser vos avis, nous avons un CHSCT le 1 avril, nous vous tiendrons informés très rapidement des intentions de notre DDFIP !!!!**

## Vie interne à la DGFIP

Une fois de plus les taux de promotions décidés sont en régression allant même jusqu'à diviser quasiment par deux les volumes de promotions en catégorie C administratif.

les taux (**comparaison 2012/2014**) :

- Idiv passent de **21 à 15%**,
- CP de **16 à 12%**,
- AAP1 de **33 à 27%**

Cette régression entamée en 2012 générera à nouveau des blocages dans le déroulement de carrière.



**Elles sont loin ces belles paroles de l'ancien Directeur Général lors des premières réunions sur la fusion de nos administrations. Quand il avait dit, «PERSONNES» ne sortira perdant de la fusion DGI/DGCP, il n'y aura que des GAGNANTS !!!**